

Great Transition Project : Univert

Membre du groupe 106 :

Emilie Carrel,
Guilhem Garnier-Rousseau,
Yuqi (Alice) Hao,
Adèle Roncière,
Caroline Vaute.

1. Problématique:

Selon le site internet du gouvernement français¹:

- 81% des français sont conscients qu'une partie importante de notre vie quotidienne moderne est mauvaise pour l'environnement.
- 85% des français disent trier régulièrement le papier, le verre et les emballages
- 45% des français disent faire tout ce qu'ils peuvent pour protéger l'environnement.

Cependant:

- 41% des français boivent principalement à partir de bouteilles d'eau en plastique.
- 53% des français ne font pas attention, ou rarement, à la quantité de déchets créés par leurs achats alimentaires.
- 46% des français ne compostent jamais.

Ce que nous pouvons déduire de ces données est qu'il existe un écart entre ceux qui sont conscients de devoir changer leurs habitudes quotidiennes et ceux qui agissent réellement. De nos jours, la plupart des personnes sont conscientes du danger que représente le changement climatique et que leurs modes de vie ont un impact direct. Cependant, beaucoup se sentent impuissantes et ne réussissent pas à savoir comment changer concrètement, ce qui les mènent à éviter de repenser leurs pratiques pour ne pas se sentir coupables. C'est notamment le cas du gaspillage et plus précisément de la gestion de déchets: après plus de 30 ans de communication et d'actions gouvernementales sur le sujet, le taux de recyclage du plastique était de 26,2% en 2017 contre une moyenne UE de 40%². Ces statistiques sont à relativiser cependant car ce taux de recyclage français prend également en compte les industries et tout ne dépend pas des consommateurs. Ceci étant dit, les consommateurs français ne sont pas exemplaires: moins de la moitié des 87% des

¹ Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Commissariat général au développement durable, *Modes de vie et pratiques environnementales des Français*, Avril 2018, pp. 6-7

² Site internet, Citeo, consulté le 6/12/19

<https://www.citeo.com/le-mag/les-chiffres-du-recyclage-en-france/>

ceux qui trient leurs déchets le font de manière systématique.³

Dans ce contexte général de la faible efficacité des campagnes gouvernementales concernant la gestion du gaspillage, nous souhaitons nous concentrer sur les établissements d'éducation supérieure c'est-à-dire les universités et les grandes écoles. L'éducation supérieure a selon nous un rôle important à jouer dans l'apprentissage des bonnes pratiques aux jeunes adultes et pourrait véritablement créer un modèle durable de gestion des gaspillages, que ce soit au niveau des déchets, de l'électricité etc. Cependant, nous observons chez les établissements un manque général d'incitations qui les amèneraient à se responsabiliser. Pour que notre projet soit réalisable, nous nous sommes restreints aux **universités et grandes écoles en Île-de-France** et les résultats ne sont pas bons: trop peu d'établissements ont un plan réellement complet pour le développement durable. Selon le classement Times Higher Education qui permet de distinguer les universités engagées sur le sujet de la Responsabilité Sociétale et Environnementale, parmi les 462 universités participantes en 2019, seules 9 sont françaises et 3 viennent d'Île-de-France⁴: Polytechnique, Paris 1 et Paris 8.

Les étudiants demandent pourtant de plus en plus que leurs établissements se positionnent et s'engagent vers une transition écologique et plus précisément vers une réduction du gaspillage. Etant donné l'absence de résultats significatifs, les étudiants ne font plus confiance en l'administration et pensent qu'il faut que la pression et les incitations soient accrues sur les universités et grandes écoles pour les forcer à agir.

Ainsi, la problématique qui se pose ici est **“Comment encourager les universités et grandes écoles franciliennes à réduire leur gaspillage de 25% d'ici 2022, sachant qu'elles manquent d'incitations ?”**

Nous avons choisi la date de 2022 en prenant en compte le temps nécessaire au développement de notre solution et de sa communication (1 an) ainsi que le temps dont les établissements auront besoin pour commencer changer leurs pratiques (1 an). Plus de précisions seront données dans la partie *Solution* de ce rapport.

Si nous réussissons à encourager les universités à réduire leur gaspillage, les effets seront doubles: les étudiants se sentiront comme faisant partie de la solution face au changement climatique et auront un modèle concret à suivre chez eux sur les manières d'agir et les bonnes pratiques à adopter. Il nous semble en effet essentiel que les jeunes adultes puissent développer une résilience face au changement climatique car il est de nos jours difficile de rester positif et actif quand les catastrophes naturelles continuent de s'amplifier sans que cela ne provoque de changements de politique visibles. Engager les étudiants avec les universités permettra ainsi de changer les mentalités et l'apathie ambiante. Concernant les établissements, cela leur permettra d'améliorer leur réputation et leur prestige tout en réduisant leurs dépenses (énergétiques, liées aux déchets etc). Il y a en effet l'enjeu

³ Eco-emballages, dossier de presse, *Les français et le geste de tri*, Juin 2014.

⁴ Article en ligne, L'Etudiant, consulté le 10/12/19

<https://www.letudiant.fr/etudes/fac/les-universites-qui-ont-la-green-attitude-18074.html#Ancre1>

financier du gaspillage.

L'enjeu général est évident: la réduction du gaspillage a un impact direct sur le changement climatique.

Pour atteindre ce but de transition et de réduction du gaspillage, les établissements auront donc besoin d'engager des états des lieux pour comprendre la situation actuelle et de s'organiser différemment. Tout cela demande du temps et des financements et les incitations doivent donc être suffisamment importantes pour que cela soit intéressant pour les établissements. Nous avons rencontré Juliette Seban, la responsable Développement Durable de Sciences Po Paris qui nous a expliqué que la création de son poste en septembre dernier a été accéléré par les manifestations écologiques ainsi que les revendications étudiantes. Ainsi la pression sociétale et les incitation étudiantes font partie intégrante de la solution.

Notre solution est liée directement au Sujet n°6 du cours Great Transition: Insetting – Responsibility and Sustainability by Design. En effet, nous proposons aux établissements d'enseignement supérieur de prendre leurs responsabilités concernant leur impact écologique afin de pratiquer le concept d'*insetting*. Selon Purprojet, la définition d'Insetting est la suivante: "L'Insetting consiste à compenser en interne tous les impacts liés au développement durable des entreprises (sociaux, climat, eau, biodiversité, sols,...) à la fois pour sécuriser leur développement et participer à un monde plus durable."⁵

2. Notre solution

Notre solution s'appelle **Univert** et voici ci-dessous notre logo:



Description détaillée de la solution

Notre solution prend la forme d'une plateforme en ligne (site internet). Pour un aperçu visuel de notre solution, veuillez suivre ce lien <https://adlronciere.wixsite.com/univert> vers notre site en ligne (créé à partir de Wix). Un aperçu de ce qui compose notre solution y est

⁵ Site internet, Purprojet, consulté le 9/12/19 <https://www.purprojet.com/fr/insetting/>

représenté avec toutefois des données et graphiques inventés pour l'occasion. Certaines fonctionnalités ne sont pas au point, par exemple la barre de recherche des résultats pour chaque universités car nous n'avons pas ces données. Ce site est un outils purement visuel pour donner une idée du projet final.

Sur cette plateforme, les données relatives au développement durable de chaque établissement franciliens seraient disponibles mais surtout facilement visibles/lisibles. La lisibilité se fera grâce à des critères mis en place sur cette plateforme qui permettent de trier les données. Nos critères se répartissent en deux groupes : ceux quantifiables et ceux qualifiables. Nous les avons élaboré après un entretien avec la responsable développement durable de Sciences Po Paris, Juliette Seban, qui nous a permis de nous rendre compte de la difficulté des universités d'avoir des données pour des critères trop vastes/flous. Nous nous sommes ainsi recentrés sur 8 critères quantitatifs précis et faciles d'accès. Concernant les critères qualitatifs, pour que les établissements avec de nombreux étudiants ne soient pas pénalisés, nous ramenons chaque donnée au nombre d'étudiants.

Critères quantitatifs :

- Dépense d'électricité (données: facture électricité/étudiant)
- Dépense de gaz (données: facture gaz/étudiant)
- Evolution des dépenses énergétiques sur les 4 dernières années (données: factures des 4 dernières année/étudiant)
- Pourcentage d'énergie renouvelables utilisées pour les consommations énergétiques courantes (données: fournisseurs d'énergie)
- Poids des déchets/étudiant (données recueillies par l'établissement)
- Pourcentage de tri des déchets (données recueillies par l'établissement)
- Volume de papier imprimé/étudiant (données recueillies par l'établissement)
- Quantité de fontaines à eau potable/étudiant (données recueillies par l'établissement)

Critères qualitatifs :

- Accessibilité/partage des données portant sur les questions de ce document
- Présence d'un référent écologie distinct des autres pôles RSE
- Communications régulières à destination des étudiants sur les initiatives écologiques futures
- Détention du label DD&RS
- Existence d'initiatives étudiantes pour le développement durable
- Initiatives lancées de la part de l'administration
- Existence de sensibilisation pour le personnel
- Existence de cours de sensibilisation sur le développement durable pour les étudiants
- Existence de programmes spécialisés dans le développement durable pour les étudiants

Ces critères et les données répertoriées sur la plateforme vont nous permettre, grâce à un algorithme, d'établir un classement des établissements qui reflètera leur investissement dans les démarches écologiques. L'objectif est que ce classement devienne un élément pouvant affecter la notoriété d'un établissement d'enseignement supérieur. Ces données

permettront également aux universités, et à leurs étudiants, d'avoir un suivi clair et visible des mesures prises en interne. La plateforme est en effet plus qu'un classement, l'avancement des établissements dans chaque critère sera mis en ligne sous forme de graphiques interactifs. En cliquant sur le nom de chaque université, l'utilisateur sera renvoyé sur une page contenant ces graphiques qui expliquent facilement les données. Le fait d'avoir une plateforme en ligne accessible à tous, donc transparente, permettra ainsi également aux établissements de communiquer sur leurs actions. Pour beaucoup d'étudiants, la frustration vient du fait de ne pas savoir où en est l'administration dans ses démarches de transition écologique et avec Univert ils pourront les suivre. Enfin, nous prévoyons d'offrir la possibilité au public de commenter les pages des universités afin de proposer des bonnes actions/changements de pratiques. Cet espace d'échange sera évidemment modéré pour ne pas entraîner d'insultes gratuites etc et les universités auront accès à leur page pour répondre aux commentaires si besoin. Univert agira ainsi comme à la fois un outils de pression (par le classement), d'échanges de bonnes pratiques (par la possibilité de commenter/d'échanger sur les données) et de communication (par la transparence et la lisibilité des graphiques).

L'objectif fixé par la plateforme est toutefois **d'atteindre une réduction de 25% du gaspillage dans les établissements d'enseignement supérieur d'ici 2022**. Il existe donc in fine deux objectifs : atteindre ce chiffre qui sera mesuré par l'évolution des critères quantitatifs et rester compétitif avec les autres universités et grandes écoles, c'est-à-dire atteindre la tête du classement chaque année. Chaque année, à une date qui sera fixée, les trois premiers établissements obtiendront un prix. Un de nos objectifs est que cette date devienne un événement important dans la vie universitaire. Nous envisageons également d'apporter une contribution aux étudiants des trois établissements gagnants (comme la réduction du prix du pass Navigo par exemple) afin de motiver les étudiants tout au long de l'année à faire gagner leur établissement. Cela permettra donc de renforcer les incitations envers les universités et grandes écoles à engager une transition écologique tout en incluant les étudiants. Ces prix, pour les universités et pour les étudiants, doivent bien sûr être dans l'optique d'accompagner la transition écologique. Nous comptons sur nos partenaires pour les financer. Nous décrirons plus en détails les partenaires que nous souhaitons avoir plus en détails dans la partie *Organisation*. Si toutefois nous ne parvenons pas à sécuriser ces partenaires, nous pensons que le classement ainsi que la transparence de la plateforme suffiront à attirer les étudiants ainsi que les établissements qui s'engagent déjà. Il est nécessaire que le classement soit repris dans les médias pour en faire un outils de prestige pour les établissements afin que d'autres rejoignent la plateforme pour profiter de cette communication.

Quelles autres solutions existent ?

Pour répondre à ce manque d'incitations des universités, quelques solutions existent mais elles ne sont que partielles. Le classement le plus connu est le Times Higher Education qui a récemment ajouté une partie Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) dans

son classement⁶. Ce classement est mondial et rassemble en 2019 plus de 450 universités. Cela en fait un classement très vaste et peu centré sur la France (seulement 9 universités françaises sont présentes dans le classement). De plus, il comporte des critères très vastes car la RSE comporte elle-même de nombreux sujets que ce soit l'environnement, le gaspillage, la parité, l'handicap, l'anti-discrimination etc. Nous trouvons donc que ce classement n'est pas adapté pour inciter suffisamment les établissements d'enseignement supérieurs français à engager une réduction de gaspillage.

Il existe également un classement RSE fait par le journal Le Point⁷ ainsi qu'un classement du journal L'Etudiant⁸. Ces deux classements sont intéressants mais n'ont pas eu de retombées car leurs résultats sont peu lisibles notamment les graphiques utilisés par l'Etudiant. De plus, les données ne sont pas trouvables aisément et rien n'est interactif, ce n'est en effet qu'un rapport.

En quoi notre solution est-elle originale ?

L'originalité de ce projet réside dans son aspect innovant. Aujourd'hui, aucune plateforme ne permet de répertorier les actions chiffrées des universités pour répondre aux urgences environnementales. Le fait d'établir une compétition donne un élément moteur majeur car les universités qui seront en premier seront valorisées et inversement. La création de cette plateforme est faisable et sa mise en place aussi (avec de l'organisation et du traitement de data). Son lancement ouvrirait la voie à de nouvelles embauches pour le poste de "Responsable / chargé de projet développement Durable", poste que les écoles et universités sont actuellement en train de pourvoir ou d'y réfléchir pour assurer un comportement plus vert au sein de l'établissement. De plus, l'implication des étudiants au travers de la plateforme se transmettra dans l'enceinte de l'établissement et parallèlement à la pression exercée sur l'administration, les étudiants se sentiront plus enclins à faire des efforts si une volonté de changement se manifeste dans l'université.

L'arrivée de cette plateforme s'inscrit donc dans les modifications actuelles que les universités sont en train de vivre et permettrait d'accélérer la mise en place de mesures efficaces pour réduire la production de déchets physiques ou énergétiques. Avec l'objectif de réduction de 25% du gaspillage en 2022 qui est calculé en fonction de l'évolution des critères quantitatifs, nous espérons une réelle mise en place de plans et stratégies développement durable dans les établissements. Nous mesurerons l'efficacité de notre solution par le nombre d'universités prenant part au classement, les interactions avec les étudiants sur la plateforme ainsi que la baisse du gaspillage mesuré par les critères quantitatifs. La durabilité de la solution est assurée par le changement de mentalités de la société qui demande une responsabilisation des acteurs publics et privés face au changement climatique. La plateforme évoluera forcément après cette date du 2022 pour

⁶ Article en ligne, Les Echos, *Classement universitaires DD*, consulté le 11/12/19
<https://start.lesechos.fr/etudes-formations/universites-grandes-ecoles/classement-des-universites-les-plus-investies-dans-le-developpement-durable-14821.php>

⁷ Site internet, Excelia group, *The first French CSR ranking*, consulté le 2/12/19
<https://www.excelia-group.com/news/le-point-first-french-ranking-csr-trainings>

⁸ Article en ligne, L'Etudiant, *Green Attitude universitaire*, consulté le 2/12/19,
<https://www.letudiant.fr/etudes/fac/les-universites-qui-ont-la-green-attitude-18074.html#Ancre1>

fixer d'autres objectifs à atteindre en fonction des universités et grandes écoles. Nous pourrions aussi l'agrandir pour prendre en compte toutes les universités françaises.

Les étudiants attendent une solution pour faire bouger leurs universités et les universités cherchent à augmenter leur notoriété et à communiquer efficacement. Notre solution est donc parfaitement adaptée à nos deux cibles.

Quelle serait notre organisation ?

Le lancement de la plateforme et la création de son contenu (graphiques liés aux données, mise en page du site, modération des commentaires étudiants, algorithme de classement, article sur les initiatives universitaires notamment) seraient gérés par notre équipe étudiante. Nous souhaiterions être accompagnés du Centre de l'Entrepreneuriat de Sciences Po pour avoir leur expertise mais nous aimerions surtout avoir l'avis de consultants en développement durable pour le privé qui sont habitués à la mise en place de tels critères et classements.

Concernant les prix aux trois premiers établissements et à leurs étudiants, nous pensions dans l'idéal nous assurer le partenariat du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ainsi que le Ministère de l'Éducation. Notre plateforme entre en effet directement dans la problématique de transition écologique et permettrait de s'assurer la responsabilisation des établissements d'enseignement supérieur, ce qui aurait un impact direct sur le changement climatique. En étant partenaire, le gouvernement pourrait donc montrer son engagement envers l'écologie d'une manière concrète. Pour le Ministère de l'Éducation, ces résultats ont vocation à être diffusés à tous et donc nécessairement aux lycéens. Ceux-ci pourront comparer les universités et faire un choix éclairé d'orientation, ce qui a donc un lien direct avec le ministère de l'éducation. De plus, le ministère pourra prendre appui sur la plateforme pour réformer les universités afin de les rendre plus vertes. Nous espérons que ces deux ministères pourront financer les prix de notre classement annuel par des subventions annuelles.

Nous voulons également interagir avec les universités et grandes écoles afin de les convaincre de participer à notre plateforme et nous donner accès à leurs données qui entrent dans nos critères. Pour les inciter d'autant plus, nous comptons mettre une page sur notre plateforme sur les universités ne participant pas afin de les répertorier. Les étudiants pourront ainsi savoir que leurs universités ne souhaitent pas participer et pourront mettre la pression à l'administration.

Enfin, nos alliés seront également les associations étudiantes environnementales d'Île-de-France car notre solution rendra leur travail de pression plus aisé. Nous communiquerons avec eux afin de leur expliquer notre outil afin qu'ils s'en emparent.

Retour sur investissement et coûts de fonctionnement

Nos coûts de production de la plateforme et du marketing sont relativement bas car ne demandent qu'un investissement initial. Nous comptons sur nos partenariats gouvernementaux pour nous financer mais si cela ne devait pas se faire, nous pensons postuler à différentes subventions, bourses écologiques, prix entrepreneurs etc.

Le coût de la modération et mise à jour de la plateforme requiert cependant un revenu régulier afin de payer l'équipe qui s'en occupe. Pour ce faire, nous avons deux choix:

- Mettre des encarts publicitaires sur la plateforme à destination d'entreprises vertes, c'est-à-dire dont le business model repose sur la transition écologique.
- Faire payer les universités pour la rédaction d'articles sur leurs initiatives développement durable que nous publierons sur le site. Nous vendrions en quelque sorte notre savoir-faire de communicant ainsi que la possibilité d'être plus visibles sur la plateforme.

Notre réflexion sur la rentabilité de la plateforme est à affiner en fonction de l'intérêt des universités et du gouvernement.

3. Les risques et façons d'y remédier

Tout d'abord, nous mesurons essentiellement les résultats, ce qui nous empêche d'avoir une quelconque influence sur la façon dont l'université agit pour les atteindre. Il peut donc y avoir des tentatives de contournement, ou d'externalisation de la pollution, afin de rendre les indicateurs localement plus verts, sans pour autant améliorer la situation à l'échelle globale.

De plus, afin de lui donner de la lisibilité, un classement ne peut contenir de trop nombreux critères. Pourtant, il y a une infinité de petits facteurs qui s'équilibrent entre eux. Essayer de tous les mesurer et les agréger dans une seule note finale serait leur faire perdre leur sens, et rendre illisible le classement final. Des arbitrages devront être réalisés, des positions tranchées devront être adoptées. Par exemple, vaut-il mieux privilégier le papier ou utiliser des ordinateurs dont l'assemblage est socialement cher ? Les deux positions se défendent, mais une seule pourra être intégrée. Certaines universités pourraient estimer que le classement et ses méthodes qui agrègent de façon quantitative de nombreuses données ne donnent pas une image représentative de leurs efforts quotidiens et qu'il manque donc de finesse.

Enfin, le classement en lui-même n'aura que l'influence que le public voudra bien lui donner. Ses effets (les choix d'orientation des étudiants) seront dilués parmi d'autres critères tels que la proximité ou la vie associative. Et même si nous pouvions mesurer l'impact qu'il aura dans le choix d'orientation des étudiants, il faudra encore savoir dans quelle mesure cela incite les responsables d'établissement à évoluer. Certains qui se plaignent de la surpopulation étudiante pourraient s'avérer particulièrement insensibles par ce seul biais.

Il est aussi possible que les médias qui sont à l'origine des classements entre universités ne prennent pas en compte notre proposition, ce qui la priverait d'une grande partie de son audience, et du coup, de son efficacité

Pour parer à ces inconvénients et risques, il est nécessaire de s'assurer que les critères de notation pour le classement reflètent suffisamment la réalité des universités.

1. Nous avons définis des critères qui prennent en compte des données de base, ramenées au nombre d'étudiants afin qu'il ne soit pas possible d'*offset*, d'externaliser le gaspillage.

2. Les critères choisis pour notre classement et plateforme se composent également de critères qualitatifs, ce qui va permettre de rendre compte des volontés et initiatives prises par les établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, cela permettra de refléter plus précisément les réalités universitaires tout en ne compromettant pas le classement.

3. Pour que le public visé, les étudiants, s'emparent de notre outil et qu'il devienne influent, nous comptons faire une grande campagne de communication et marketing pour faire connaître la plateforme. En mobilisant les étudiants mais également les médias avant la sortie de la plateforme, nous aurons de meilleurs résultats une fois notre classement sorti.

4. Notre stratégie de développement et les premiers pas:

Ci-dessous la liste des actions à effectuer pour développer notre solution Univert :

1. Contacter des spécialistes en développement durable ainsi que du centre de l'entrepreneuriat de Sciences Po Paris afin de s'assurer de la qualité de nos critères et de notre solution.
2. Sonder l'intérêt des universités et grandes écoles
3. Sonder l'intérêt des deux ministères d'être nos partenaires
4. Faire un état des lieux des données disponibles des universités volontaires
5. Construction de la plateforme en parallèle d'un plan marketing/communication afin d'en améliorer sa visibilité.
6. Beta test des établissements volontaires en lançant la plateforme.